

# Le conseil régional de Bretagne réclame l'autonomie législative et fiscale

Par Le Figaro avec AFP  
Publié il y a 16 minutes,  
Mis à jour il y a 9 minutes

▶ Écouter cet article ⓘ

00:00/02:54 🔊



«La Bretagne est prête, mature pour s'engager sur ce chemin de l'autonomie législative, réglementaire et fiscale», a estimé Aziliz Gouez, du groupe autonomiste «Breizh a-gleiz». PlanetEarthPictures / stock.adobe.com

## Le président PS de la région, Loïg Chesnais-Girard, estime qu'il faut «trouver une réponse à cette fatigue démocratique qui est là». D'après lui, l'autonomie de la Bretagne se présente comme la solution

Le conseil régional de Bretagne a voté vendredi 8 avril un vœu inédit demandant à l'État l'ouverture de «*discussions*» en vue d'une autonomie législative, réglementaire et fiscale de la région.

«Nous sommes conscients du caractère quelque peu sulfureux de la notion d'autonomie dans la grammaire politique française», a reconnu Aziliz Gouez, en présentant le texte pour le groupe autonomiste «Breizh a-gleiz». «La Bretagne est prête, mature pour s'engager sur ce chemin de l'autonomie législative, réglementaire et fiscale», a-t-elle cependant estimé. Tous les groupes politiques se sont prononcés en faveur de cette autonomie, hormis le Rassemblement national.

Le député et conseiller régional LR Marc Le Fur a notamment souligné qu'il existait déjà en Alsace *«un autre droit du travail plus protecteur des travailleurs, une autre sécurité sociale plus protectrice»*. *«Il y a des législations spécifiques en France (...) Ceci nous ouvre des perspectives»*, a-t-il souligné. *«Si nous allons dans ce sens, nous rendrions finalement un grand service à l'État lui-même»* qui est *«aussi omnipotent qu'impotent»*, a ajouté Marc Le Fur, évoquant la *«défaillance d'un État qui s'est dispersé»*.

## Fatigue démocratique

Le vice-président du conseil régional Michaël Quernez a dit *«oui à ce supplément d'âme qu'est l'autonomie»* pour le groupe majoritaire (Alliance progressiste des socialistes et démocrates). *«Ce texte donne de la force à la Bretagne»*, a abondé le président PS de la région Loïg Chesnais-Girard, en estimant qu'il fallait *«trouver une réponse à cette fatigue démocratique qui est là»*. *«La chance que l'on offre à l'État, c'est de prendre nos responsabilités et d'être comptables devant nos concitoyens»*, a-t-il assuré.

Dans ce vœu, la Bretagne demande aux prochains gouvernement et parlement *«d'entamer des discussions pour la définition d'un possible modèle d'autonomie pour la Bretagne, incluant une part de pouvoir législatif et réglementaire»* mais aussi *«une redéfinition des relations budgétaires entre la Région et l'État, dans le but de garantir à la région un panier de ressources fiscales significatif avec pouvoir de taux et de définition de l'assiette»*.

Les régions *«ont une capacité budgétaire très limitée»* et *«ne disposent d'aucun pouvoir réglementaire dans leurs propres domaines de compétence»*, constate le texte. *«Elles se trouvent trop souvent réduites à demander à l'État d'agir pour régler des problèmes qui pourraient relever de leur responsabilité»*, ajoute le vœu, estimant que cette situation provoquait *«des retards, des crispations, des incompréhensions»*. Le texte réclame aussi une consultation sur la réunification de la Bretagne à cinq départements (incluant la Loire-Atlantique). Le vote de ce vœu intervient alors que le gouvernement s'est engagé à ouvrir en Corse un processus de discussions sur un éventuel statut d'autonomie pour l'île.

---

**À VOIR AUSSI** - Bretagne: des activistes déversent 1500 tonnes de blé sur une voie ferrée